

print

Des forces anti-impérialistes et anti-OTAN reprennent du terrain dans le sud de la Libye

De [Abayomi Azikiwe](#)

Global Research, février 07, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/des-forces-anti-imperialistes-et-anti-otan-reprennent-du-terrain-dans-le-sud-de-la-libye/5367838>

Pendant près de sept mois en 2011, les avions de l'OTAN – en particulier des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et du Canada – ont mené une campagne de bombardements intensifs en Libye destinée à renverser le gouvernement de Mouammar Kadhafi.

Après avoir obtenu du Conseil de sécurité de l'ONU l'adoption d'une résolution imposant un embargo sur les armes à la Libye et puis d'une autre autorisant "une zone d'exclusion aérienne" que seuls les avions de l'OTAN pouvaient survoler, les impérialistes ont réussi à capturer et faire assassiner sauvagement Kadhafi, permettant la mise en place d'un nouveau régime dans l'optique de faire avancer leurs intérêts dans ce pays d'Afrique du Nord riche en pétrole.

Maintenant, à peine deux ans et demi plus tard, ce gouvernement fantoche perd du terrain dans le sud et l'ouest de la Libye face aux forces pro-Kadhafi, qui ont pris plusieurs villes et une base aérienne.

Ces développements ont incité l'amiral français Edouard Guillaud à demander une nouvelle intervention impérialiste en Libye, affirmant que les développements à la frontière sud pourraient conduire à une «menace terroriste.» (Washington Post, le 27 janvier).

Guillaud a affirmé qu'avant toute intervention, il faudrait le «consentement» du régime néo-colonial que ces mêmes impérialistes ont mis en place à Tripoli. Il est dirigé par le Premier ministre Ali Zeidan et le Congrès national général (CNG).

Depuis la mi-janvier, les forces qui restent alliées avec l'ancien système politique et économique libyen mis en place par Kadhafi ont pris le contrôle de plusieurs villes et villages dans le sud. Des affrontements ont également été signalés autour de la capitale Tripoli, où les forces nationalistes ont combattu dans des batailles rangées avec les milices et les forces militaires soutenus par le régime du Congrès National Général (CNG). (Libye Herald , le 20 janvier 2014)

Le retrait de la communauté des Toubous, qui sont des Africains à la peau foncée, d'une base aérienne à Tamenhint a entraîné la saisie par les forces pro-Kadhafi de ce lieu important, le 21 janvier.

Selon un rapport du 22 janvier de la *Saudi Gazette*, "La base aérienne de Tamenhint à 30 km au nord-est de Sebha a été signalée comme étant à nouveau dans les mains des pro-Kadhafi après que les forces Toubous de Murzuk qui la gardaient se soient retirées. Les Toubous se sont unilatéralement retirés lundi soir [20 janvier] affirmant que le gouvernement a délibérément exploité les affrontements à Sebha entre les Toubous et les Awlad Sulaiman afin de détourner l'attention de ces mouvements pour les remplacer par une nouvelle administration".

Ces événements ont été perçus comme des ondes de choc par le CNG et son faible et vacillant Premier ministre Ali Zeidan qui est allié avec les États-Unis et d'autres États impérialistes chargés de l'installation du régime actuel. La situation en Libye a clairement montré que le régime actuel n'a pas réussi à stabiliser le pays. Les milices mises en place pour faire tomber le régime Kadhafi (dont certaines ont irradiées au Mali, NDT) défieraient ouvertement Zeidan et les «autorités» mises en place par l'OTAN à Tripoli.

Le pétrole est le principal produit d'exportation de cet État d'Afrique du Nord. L'industrie a été en grande partie fermée après que des travailleurs et des milices ont pris le contrôle de la production, au sein de plusieurs installations de forage et de nombreux ports, et qu'ils aient menacé de s'engager dans le commerce avec des entreprises étrangères sans le consentement de Tripoli. Ali Zeidan a un soutien limité au sein même du CNG, le Parti de la justice islamique et de la Construction a récemment démissionné du gouvernement en raison de divergences politiques avec le Premier ministre.

Des lois draconiennes adoptées

Néanmoins, c'est dans le sud que le drapeau vert de la Jamahiriya flotte dans les airs défiant le régime soutenu par les impérialistes. Cette situation a créé la panique au sein du gouvernement, qui a adopté une nouvelle loi interdisant les réseaux de télévision par satellite dont certaines chaînes diffusent des nouvelles et des commentaires pro-Kadhafi.

Selon un rapport du 26 janvier de AllAfrica.com, le décret 5/2014, intitulé "*En ce qui concerne la cessation et l'interdiction de diffuser certaines chaînes satellites*" ordonne aux ministères des Affaires étrangères, des communications et des médias à "*prendre des mesures nécessaires*" pour arrêter la transmission de toutes les stations de télévision par satellite hostiles au régime de Tripoli. Le décret charge en outre le gouvernement de "*prendre toutes les mesures*" contre tous les États ou les entreprises qui ne parviennent pas à bloquer les transmissions des chaînes diffusées dans les territoires.

Cette interdiction des stations satellites qui ont adopté une position pro-Kadhafi dans leur contenu éditorial vise les chaînes Al- Khadra et Al-Jamahiriyah.

Le mécontentement grandit parmi la population libyenne. Autrefois cette nation était la plus prospère d'Afrique, avec un niveau de vie qui avait dépassé plusieurs pays européens. Les conditions à l'intérieur du pays se sont considérablement détériorées depuis la contre-révolution impérialiste imposée en 2011 par la France, les USA et la Grande-Bretagne. La baisse du niveau de vie, l'échec du régime à maîtriser les milices qui terrorisent la population, l'effondrement de l'industrie du pétrole et la corruption généralisée ont attiré de larges critiques, même parmi les élites favorisées.

Un autre décret publié en janvier interdit aux étudiants boursiers et aux fonctionnaires de critiquer les conditions qui prévalent en Libye. Selon AllAfrica.com, "*ce décret appelle les ambassades libyennes à l'étranger et les autres (occidentales ?, NDT) à établir des listes de noms et de les déférer au Procureur général pour assurer des poursuites.*"

Irak, la Syrie, l'Afghanistan

Les peuples opprimés ne tirent aucun avantage de l'action menée par les États-Unis et d'autres États impérialistes qui ont renversé des gouvernements pour installer des régimes fantoches néocoloniaux. La situation en Libye rappelle celle de l'Irak, où les gens meurent tous les jours d'un conflit fratricide et des conditions

épouvantables frappants la majorité de la population.

Plus de 100.000 personnes sont mortes en Syrie au cours des trois dernières années, depuis que les États-Unis et l'Arabie saoudite ont favorisé une agression contre-révolutionnaire de la population. Les négociations en cours à Genève II en Suisse sont manifestement conçus pour parvenir à une solution politique en Syrie, mais les États-Unis et leurs alliés continuent de financer et de soutenir ceux qui visent à renverser le gouvernement du président Bachar al-Assad.

Les groupes anti-guerre et anti-impérialistes des pays occidentaux devraient s'opposer à cette ingérence politique et militaire dans les affaires intérieures de l'Afrique, du Moyen-Orient et des États d'Asie – comme en Afghanistan, où après 12 ans de guerre, les forces de l'OTAN et du Pentagone sont toujours aussi éloignées de la victoire qu'en 2001. Les États-Unis et l'OTAN doivent être contraints de retirer leurs forces d'occupation et fermer leurs bases militaires dans ces pays souverains.

Ces nations opprimées sous occupation impérialiste devraient obtenir des réparations pour la destruction menée par les forces militaires occidentales. Les ressources utilisées pour maintenir l'occupation de ces pays devraient être utilisées à des fins de reconstruire les villes et villages à présent confrontés à une crise économique sans précédent, à l'austérité et à une paupérisation massive de la population.

Cet article a été publié sur [Workers World](#)

Version française : [Le blog de Sam La touch](#)

Copyright © 2014 Global Research